



La Commune



Une situation explosive

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 38 (bis) – Samedi 31 mars 2018

Nous sommes tous plongés dans une situation explosive. Une situation qui commence à échapper au contrôle du Pouvoir.. Le journal patronal Les Echos[1] s'inquiète : « S'il mène ses réformes à grand train, le président peine à inscrire sa « Révolution » dans les têtes. Ce trou entre l'action et l'explication risque, à terme, de lui jouer des tours. » . Ses explications, plus personne ne veut les entendre, en dehors de sa petite Cour des miracles. Les grèves se développent, tendent à se ramifier. La révolte étudiante gronde.



Table des matières

Faux reculs et vrais enjeux..

Action ou pare-feu ?..

Les syndicats conviés pour les soins palliatifs..

Qui voudrait sauver le soldat Macron ?..

Notre position..

« Processions funéraires, minutes de silence, dépôts de gerbe: magistrats, greffiers et avocats se sont mobilisés vendredi à travers la France pour une "journée morte" contre le projet de réforme de la justice »[2], lit-on dans la presse, ce 30 mars.

Au même moment, les unes après les autres les universités entrent dans la grève.

Une nouvelle grève se trame à Air France, des grèves s'annoncent à EDF. Lundi, va débiter la grève des cheminots. Les salariés de carrefour, les éboueurs se préparent à la grève.

Faux reculs et vrais enjeux

Or, nous sommes devant un paradoxe. En bas, la poussée vers la grève est chaque jour plus forte. En haut, aux sommets des organisations syndicales, on continue le jeu de la concertation voire de la négociation dans le cadre de contrainte défini par le gouvernement.

Culbuté par les événements, le gouvernement fait mine de reculer. Mais pour l'instant, c'est lui qui « ne lâche rien ». De ce point de vue, le communiqué de la CGT-Fonction publique de ce soir, ne peut que jeter un froid : « *Le gouvernement commence à reculer: Par l'action, poussons notre avantage !* » **[3]**

Pourtant, ce communiqué admet que sur « *l'arrêt du recrutement statutaire sur certaines missions; le développement de la rémunération individualisée; la remise en cause des CHSCT et CAP. G. Darmanin a par ailleurs confirmé que le gouvernement continue d'écarter le principe même d'une augmentation de la valeur du point d'indice* ».

Sur le fond, Darmanin ne « lâche rien ».

Que proposent les dirigeants CGT-Fonction publique ?

« *Notre organisation participera à l'intersyndicale Fonction publique du 3 avril pour décider d'un plan de mobilisations revendicatives, avec un feu roulant d'actions tout le mois d'avril et la construction de grèves massives et transversales à partir de la mi-mai* ». Pas de grève « transversale » avant ...la mi-mai !

Action ou pare-feu ?

Que propose la « permanence de la confédération CGT » ? Une journée d'action...le 19 avril !

« **Concernant la journée nationale interprofessionnelle d'action et de mobilisation du 19 avril prochain, elle mettra en avant quatre principaux thèmes et enjeux revendicatifs :**

- 1. Le pouvoir d'achat (salaires, pensions, minima sociaux),**
- 2. L'emploi (son développement, sa qualité, la protection sociale...),**
- 3. Les droits collectifs (conventions collectives, statuts, IRP...),**
- 4. Les services publics.**

La CGT portera l'ensemble des revendications construites au sein des organisations et des syndicats, dans la proximité des salariés, agents, retraités et des jeunes en les replaçant dans le contexte politique national qui conduit à :

- la généralisation des dégradations des conditions de travail et du niveau de l'emploi,**
- la remise en cause des services publics,**
- la remise en cause de notre modèle social,**
- un accroissement des inégalités dans la répartition des richesses créées par le travail. »**

Tout sauf l'abrogation des ordonnances.

Tout sauf le retrait du pacte ferroviaire.

Tout sauf un appel ferme à la grève interprofessionnelle.

Regardons du côté du communiqué unitaire du 22 mars CGT UNSA SUD CFDT à la SNCF[4].

Que propose-t-elle ?

Toute sorte de choses sauf le Retrait du pacte ferroviaire

Toute sorte de choses sauf le retour au Monopole public d'Etat des chemins de fer

Toute sorte de chose sauf un non ferme et définitif à l'ouverture à la concurrence

Les syndicats conviés pour les soins palliatifs

Du côté des magistrats et des avocats, leur intersyndicale affirme : « *Le bref simulacre de concertation préalable n'aura été qu'une forme de soins palliatifs précédant l'euthanasie* ». [5]

La concertation, même maquillée en « négociations » avec ce gouvernement, ne conduit à rien d'autre qu'à des soins palliatifs pour accompagner la mort de tous les services publics. Le gouvernement a besoin des syndicats pour administrer ces soins palliatifs.

En ce sens nous ne pouvons qu'être en accord avec la contribution du Syndicat SUD-Rail Paris-Nord adressée aux chefs de leur fédération

« Suite aux remontées du terrain lors des tournées et des discussions avec nos collègues, nous souhaitons que la Fédération quitte la "pseudo-concertation" entre les OS et le gouvernement.

(...)

Qu'attendons-nous de ces négociations, alors que notre seul mot d'ordre est celui du retrait du pacte ferroviaire ? »

(...)

Il y a en ce sens une contradiction importante entre d'un côté faire preuve de combativité en appelant à la reconductible, et de l'autre côté participer au calendrier des négociations imposé par le gouvernement. D'autant plus que le 11 avril, la loi d'habilitation des ordonnances sera portée et votée au Sénat, ce qui est l'énième démonstration du fait que le gouvernement ne compte rien céder sur la table des négociations, et que les concertations ne sont qu'une opération de diversion à laquelle il est contre-productif de participer ... »

A cette heure, nous n'avons connaissance d'aucun tract SUD Rail exigeant le retrait du pacte ferroviaire.

Les dirigeants SUD Rail, tout en se pinçant le nez, jouent le jeu de la « concertation » déguisée désormais en négociation avec le pouvoir, tout en poussant de hauts cris contre les « modalités de l'action » définie par l'Intersyndicale. Les syndicalistes de Paris-nord ont raison : la main gauche de cette direction syndicale SUD ignore-t-elle ce que fait sa main droite ?

Appeler à la grève « dure » tout en acceptant de discuter avec le pouvoir et le PDG Pepy sur la base de leur projet commun, cela porte un nom : le double-jeu. Ces dirigeants, et leurs homologues de la CGT, de l'UNSA et de la CFDT sont-ils volontaires pour « *apporter les soins palliatifs* » ?

Qui voudrait sauver le soldat Macron ?

A l'échelon supérieur, Mailly et Martinez sont-ils volontaires pour tenter de sauver le soldat Macron ?

Et, monsieur Alexis Corbière ? Pourquoi vient-il chanter à son tour: « *la grève générale ne se décrète pas* » [6]

Qu'en sait-il Corbière ? Que connaît-il des grèves de masse pour nous prodiguer, en expert de la lutte des classes, cet axiome hérité de Bernard Thibault en 2003 ?

Ne pas appeler à la grève générale interprofessionnelle, quand c'est vital, c'est décréter qu'elle ne doit pas avoir lieu.

Ca ne le dérange pas, ce monsieur Corbière, que le bureau confédéral CGT décrète seul une journée d'action le 19 avril. Ca ne le dérange pas non plus lorsque ce même bureau confédéral décrète qu'il faut dialoguer avec le gouvernement sur la base de ses ordonnances et projets de lois scélérates.

Le combat uni des étudiants pour le retrait de la loi de sélection des bacheliers à l'université bat en brèche tous ces « décrets » bureaucratiques.

L'Obs indiquait ce 30 mars : « *La faculté de lettres de Nancy est également bloquée "jusqu'à ce que Macron retire la loi" ORE, a indiqué à l'AFP Romane Mayer, porte-parole de l'Unef, deuxième syndicat étudiant et opposé à la réforme. Même chose pour l'université Paul-Valéry (humanités) de Montpellier, où le blocage a été reconduit en AG "pour une durée illimitée".* [7]

Notre position , à ce jour

- Pour l'abrogation de toutes les ordonnances, de la loi ORE -universités, et de la loi El Khomri
- Pour le retrait du pacte ferroviaire et contre l'ouverture des chemins de fer à la concurrence, vers le retour au Monopole public des chemins de fer : un seul réseau ferré, une seule société de chemins de fer, une et indivisible
- Halte à la répression contre les syndicalistes : réintégration immédiate de Gaël Quirante et de tous les syndicalistes licenciés, amnistie de tous les syndicalistes condamnés
- Pour le Tous ensemble , au même moment, dans un seul but : la victoire

31 mars 2018

Dernière minute

Ce 31 mars, nous assistons à la grève générale des salariés de Carrefour contre les suppressions d'emploi et la restructuration de cette chaîne de magasins. Ce n'est pas une grève des bras croisés. Les magasins sont bloqués par les grévistes qui forment des barrages aux entrées, défilent à l'intérieur, enthousiastes, c'est-à-dire, déterminés. La grève réalise l'unité.

[1] <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0301499768730-l-explicabilite-du-macronisme-2165571.php>

[2] http://www.lepoint.fr/societe/audiences-renvoyees-et-rassemblements-journee-morte-dans-la-justice-30-03-2018-2206890_23.php

[3] http://ufsecgt.fr/IMG/pdf/2018-03-30-communique_de_la_cgt_fonction_publique.pdf

[4] http://syndicollectif.fr/wp-content/uploads/2018/03/20180322_communique_unitaire_sncf_efficace.pdf

[5] www.syndicat-macomgistrature.org/Faire-part-deces-programme-de-la.html

[6] ... Dans une réunion d'un « *comité de résistance et de reconquête* » - intervention reproduite dans **Informations Ouvrières** de ce mercredi 29 mars - n° 496

[7] Publié le 30 mars 2018 à 06h38

Modifié le samedi 31 mars 2018

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>